

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



REGLEMENTATION DES BOISEMENTS COMMUNE DE SAINT-GEORGES-DE-COMMIERS



Maîtrise d'ouvrage : Conseil départemental de l'Isère

Réalisation : Safer Rhône-Alpes

En collaboration avec : Chambre d'Agriculture de l'Isère

Décembre 2016

MAITRISE D'OUVRAGE

Conseil départemental de l'Isère

Service Habitat et gestion de l'espace
Direction de l'Aménagement des territoires
9 rue Jean Bocq
BP 1096
38022 Grenoble Cedex 1

Dossier suivi par **Aymeric Montanier**
04 76 00 33 23
aymeric.montanier@isere.fr

REALISATION

Safer Rhône-Alpes

Département Etudes et Développement
23 rue Jean Baldassini
69364 Lyon Cedex 07

Dossier suivi par **Marc Gaillet**
04 72 76 13 10
mgaillet@saferral.com

COTRAITANCE

Chambre d'Agriculture de l'Isère

Service environnement / aménagement du territoire
40 avenue Marcelin Berthelot
BP 2608
38 036 Grenoble

Dossier suivi par **Céline Faillie**
04 76 20 67 14
celine.faillie@isere.chambagri.fr

TABLE DES MATIERES

Introduction.....	7
1 Présentation générale.....	8
1.1- Description générale	8
1.1-1. L'origine du projet	8
1.1-2. La conduite de démarche	8
2.1- Le projet proposé par la CCAF	10
2.1-1. Le plan de zonage	10
2.1-2. Le règlement.....	10
2 Etat initial.....	13
2.1-1. Réserve Naturelle Régionale des Isles du Drac	13
<i>Périmètre de la RNR des Isles du DRAC – géoportail</i>	13
2.1-2. Inventaires environnementaux	14
2.1-3. Les corridors biologiques.....	17
2.2- Les risques naturels	18
2.3- Les captages d'eau potable	20
2.4- L'environnement patrimonial et paysager	21
Autres thématiques	22
3. Solutions de substitution	22
4. Exposé des motifs	23
4.1- Orientations générales	23
4.2- Cas particuliers vis-à-vis des enjeux identifiés	24
5. Exposé des effets probables.....	24
6. Mesures prises pour éviter, limiter, voire compenser les effets négatifs sur l'environnement	24
7. Indicateurs de suivi	24
8 Choix de la méthode utilisée	25
9 Résumé non technique	25

INTRODUCTION

Le décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation environnementale de certains plans et programmes ayant une incidence sur l'environnement, qui modifie le Code de l'Environnement (Art. R 122-17 et suiv.), est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2013. Il prévoit que les réglementations des boisements prévues par l'article L.126-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime fassent l'objet d'une évaluation environnementale, et définit le Préfet de Département comme Autorité Administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement.

La réglementation de boisement est une procédure d'aménagement foncier définie aux articles L.126-1 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime qui vise à « [...] *favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural et [à] assurer la préservation des milieux naturels et la préservation des paysages remarquables* [...] ».

Comme les autres procédures d'aménagement foncier, la réglementation des boisements est de la compétence des Conseils départementaux (Loi de Développement de Territoires Ruraux de 2005).

La réglementation de boisement définit les « *zones dans lesquelles des plantations et des semis d'essences forestières ou (dans lesquelles) la reconstitution après coupe rase peuvent être interdits ou réglementés* ». Par extension, tous les terrains où les boisements ou reboisements ne sont ni interdits ni réglementés sont inscrits dans un périmètre dit « libre » au boisement.

Lorsqu'elles s'appliquent à des terrains déjà boisés, les interdictions et réglementations ne peuvent concerner que des parcelles boisées isolées ou rattachées à un massif dont la superficie est inférieure à un seuil de surface par grande zone forestière homogène défini par le Conseil départemental.

Dans son document de cadrage pour la réglementation des boisements du 13 mars 2015, le Conseil départemental de l'Isère a fixé ces seuils, pour l'ensemble du territoire départemental à :

- 0,5 ha pour les forêts alluviales et ripisylves de plus de 20 mètres de large,
- 4 ha pour tous les autres peuplements.

La procédure est conduite par une Commission Communale (CCAF) ou Intercommunale (CIAF) d'Aménagement Foncier, présidée par un Commissaire enquêteur et dont le Conseil départemental assure le secrétariat. Cette commission est composée de représentants de différents collèges nommés par la Commune, la Chambre départementale d'agriculture, le Conseil départemental (propriétaires de biens fonciers non bâtis, exploitants agricoles, propriétaires forestiers, personnes qualifiées pour la protection de la nature), ainsi que de représentants du Conseil municipal, du Conseil départemental et de la Direction des Finances Publiques.

1 PRESENTATION GENERALE

1.1- Description générale

1.1-1. L'origine du projet

La procédure d'élaboration de la réglementation des boisements a été initiée par la Commune de Saint Georges de Commiers qui en a fait la demande au Conseil départemental de l'Isère, suite à une délibération du Conseil municipal en date du 20 janvier 2014.

Il s'agit de doter la commune d'un document de gestion et d'organisation de l'espace dont elle n'était pas pourvue.

1.1-2. La conduite de démarche

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est réunie en Mairie de Saint Georges de Commiers pour la première fois le 21 septembre 2015. Cette réunion a été l'occasion pour le Conseil départemental et le prestataire chargé d'accompagner les travaux de la CCAF (groupement d'études Safer Rhône-Alpes / Chambre d'Agriculture de l'Isère) de rappeler le fondement de la démarche et les différentes étapes de sa mise en œuvre.

Au cours de cette réunion, une sous-commission a été instituée, composée de membres de la CCAF (représentants d'exploitants agricoles, de propriétaires forestiers, de propriétaires fonciers et d'élus), chargée de suivre les travaux du prestataire et de préparer les futures réunions de la CCAF.

La CCAF a demandé au Conseil départemental d'édicter des mesures conservatoires (tel que prévu à l'article R.126-7 du Code rural et de la pêche maritime) pendant la période d'élaboration de la réglementation. La sous-commission a été chargée d'établir la liste des parcelles concernées.

La sous-commission s'est réunie 3 fois entre la première et la deuxième réunion de la CCAF :

Le 02 novembre 2015

Un travail de détermination des massifs boisés de plus de 4 ha (et de plus de 0,5 ha pour la forêt alluviale) a été entrepris. Les sièges des exploitations et les bâtiments agricoles ont été localisés.

L'ensemble des parcelles non boisées a été identifié et la sous-commission, comme la CCAF lui en avait donné délégation, a proposé que le Conseil départemental édicte des mesures à titre conservatoire pour que soit interdit tout nouveau boisement d'une parcelle non boisée durant la période d'élaboration de la réglementation des boisements.

Enfin, en vue de préparer le diagnostic communal, un examen des thématiques à traiter, des références bibliographiques disponibles et personnes ressources à rencontrer a été réalisé.

Le 07 mars 2016

La trame du diagnostic communal et des principaux enjeux ayant trait aux boisements a été validée, de même que la doctrine retenue pour déterminer le caractère boisé (ou non) d'une parcelle, permettant de terminer le repérage des massifs boisés de plus de 4 ha (et de plus de 0,5 ha pour la forêt alluviale) qui seront *de facto* classés dans le périmètre libre au boisement, conformément à la délibération de cadrage du Département.

En l'absence de toute définition légale d'une parcelle boisée, le choix a été fait de s'appuyer sur la législation en vigueur en matière d'autorisation de défrichement. Ainsi, lorsqu'une parcelle était susceptible d'être défrichée sans autorisation, elle a été exclue des massifs boisés constitués.

Enfin, la réflexion s'est portée sur les orientations de la future réglementation, le zonage et le projet de règlement.

Le 06 juin 2016

La sous-commission a travaillé sur les propositions de périmètres et de règlements à présenter à la CCAF.

Parallèlement aux réunions de la sous-commission, le prestataire a procédé à un certain nombre de visites de terrain et de rencontres avec les acteurs du territoire (élus, agriculteurs, forestiers et propriétaires fonciers,) pour affiner le classement des parcelles incluses ou attenantes à un massif boisé, valider les enjeux liés aux boisements et recueillir les souhaits de chacun concernant la future réglementation.

La Commission Communale d'Aménagement Foncier s'est à nouveau réunie le 22 juillet 2016 en Mairie de Saint Georges de Commiers, et a proposé au Conseil départemental son projet de réglementation des boisements pour la commune de Saint Georges de Commiers.

2.1- Le projet proposé par la CCAF

2.1-1. Le plan de zonage

Conformément à la délibération de cadrage prise par le Conseil départemental, les massifs boisés de plus de 4 ha sont proposés dans le **périmètre libre au boisement**. Cette zone concerne l'essentiel du massif montagneux à l'est de la commune ainsi que la vallée du Drac et des corridors boisés entre ces deux entités.

L'ensemble des surfaces boisées classées en Espace Boisé Classé (EBC) au document d'urbanisme ont également été intégrées en périmètre libre de boisement, même lorsqu'elles ne concernaient que des parties de parcelles : lisières, ripisylves de ruisseau, bosquets ...

Il a ensuite été proposé qu'un **périmètre réglementé** soit établi aux abords des châteaux et bâtis remarquables de la commune dans le double objectif de les préserver d'une trop grande proximité de boisements forestiers, tout en rendant possible des aménagements paysagers par le biais de plantations qui contribueraient à leur mise en valeur.

Un **périmètre interdit** au boisement a été proposé sur toutes les zones urbaines ou à urbaniser de manière à éviter que d'éventuelles plantations ne génèrent des nuisances au milieu du tissu bâti, tout en rappelant que la réglementation des boisements ne s'appliquait pas aux parcs et jardins, lorsqu'ils sont cadastrés comme tels, attenants à des habitations.

L'ensemble des surfaces agricoles a également été proposé en périmètre interdit. Ce classement répond à la préoccupation principale qui a motivé l'élaboration de cette réglementation des boisements, à savoir la préservation du potentiel foncier agricole sur le territoire de la commune de Saint Georges de Commiers.

Dans ce même esprit, les quelques parcelles boisées isolées dans l'espaces agricoles et non-attenantes à des massifs boisés de plus de 4 ha ont été classées en périmètre interdit. Si ces boisements devaient faire l'objet d'une coupe rase, leur reconstitution serait interdite.

2.1-2. Le règlement

Le règlement du périmètre réglementé a été établi conformément aux prescriptions de la délibération de cadrage du Conseil départemental.

En cas de boisement ou de reboisement, les distances de recul vis-à-vis des fonds voisins proposées sont, quelles que soient les essences :

- pour les fonds agricoles voisins non boisés, un **recul de 4 m** par rapport à la limite de la parcelle,
- pour les cours d'eau, un **recul de 4 m** par rapport au sommet de la berge, et 24 m par rapport à l'axe des cours d'eau qui divaguent,
- par rapport à la voirie publique : la distance minimale de recul à respecter est **de 2 m** par rapport à la limite du domaine public¹, hors chemins ruraux (les distances de recul pouvant être appliquées vis-à-vis des chemins ruraux ne relèvent pas de la réglementation de boisement, mais des articles D.161-22 et D. 161-24 du Code rural et de la pêche maritime. Ce point sera précisé dans la réglementation future),
- pour les habitations (par rapport à la limite du bâti), les zones de loisirs et les établissements recevant du public, un **recul de 30 m, en cas de boisement, et de 6 m en cas de reboisement**.

¹ La distance relative à la voirie prévue dans la délibération cadre n'est pas une distance minimale mais une distance fixe, notamment parce que le Département ne dépasse pas 2 m dans son règlement de voirie (distance issue du Code de la voirie routière).

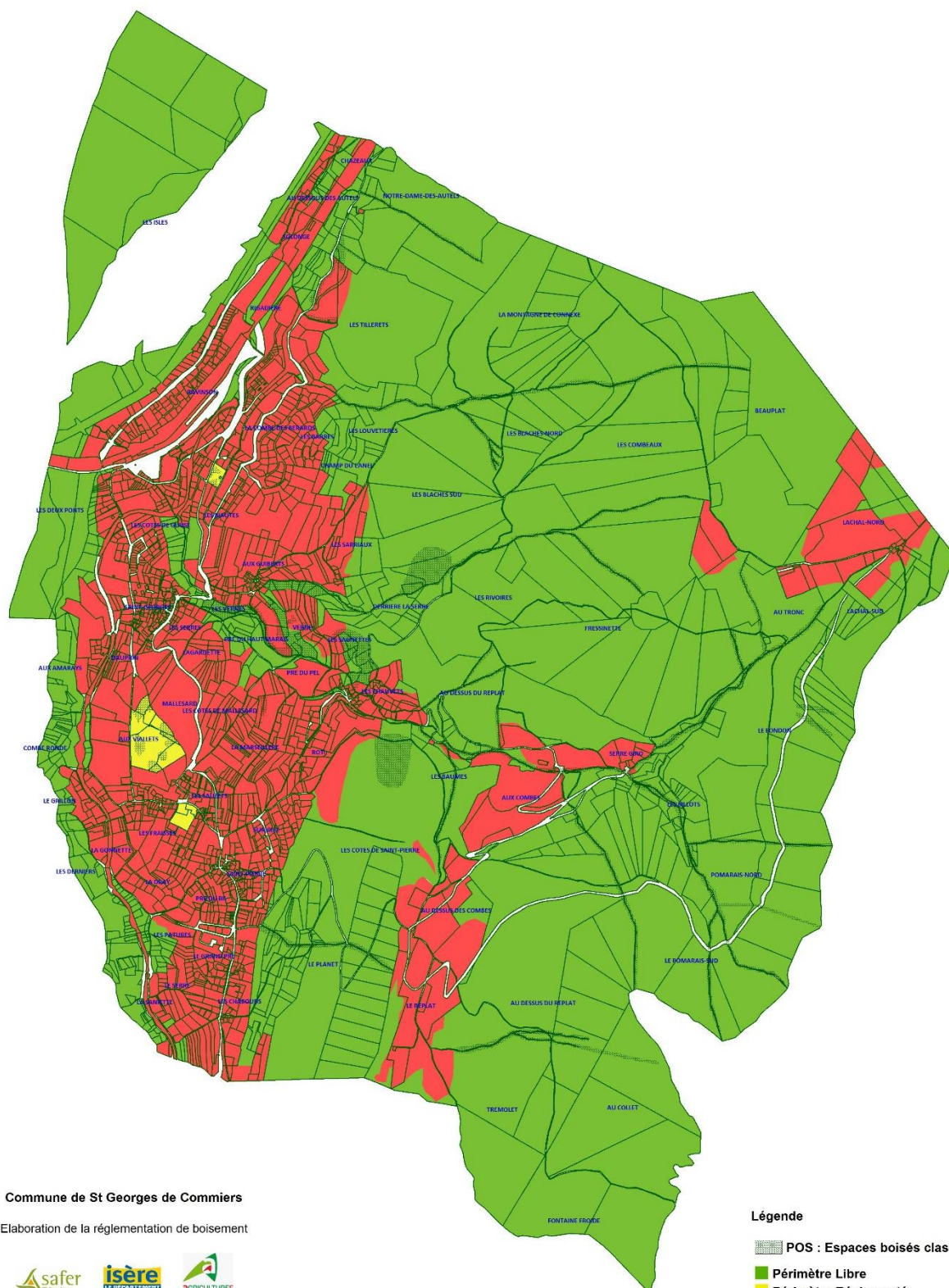
Par ailleurs, la Commission Communale d'Aménagement Foncier a fait le choix de ne pas proposer d'interdiction d'essences dans le périmètre réglementé, ni de zones prédéfinies pour l'implantation de taillis à courte ou très courte rotation.

Il est rappelé que les sapins de Noël font l'objet d'une réglementation spécifique et n'entrent pas dans le champ de la réglementation des boisements. Il en va de même pour les vergers, les truffières et les parcelles conduites en « agroforesterie ». Ces dernières pourront être autorisées, y compris en périmètre interdit, selon la définition suivante :

Les plantations d'arbres (essences forestières ou non) dans le cadre de systèmes agroforestiers, doit pouvoir être réalisée :

- *soit par un propriétaire foncier qui souhaite orienter et valoriser son foncier agricole dans le cadre de systèmes agroforestiers. A condition pour lui de s'engager, dans le cadre d'un bail rural, à mettre les terrains concernés à disposition d'un exploitant agricole ou d'être lui-même un exploitant agricole.*
- *soit par un exploitant agricole, locataire en place, avec accord du propriétaire pour la réalisation de la plantation d'arbres agroforestiers.*

Dans tous les cas, la plantation d'arbres (<200 unités/ha) doit s'accompagner d'une mise en valeur agricole des parcelles. La non-culture ou le non pâturage pendant 3 années consécutives est considérée comme le non-respect de cette obligation.



Proposition de zonage – Réglementation des boisements - Commune de SAINT GEORGES DE COMMIER

2 ETAT INITIAL

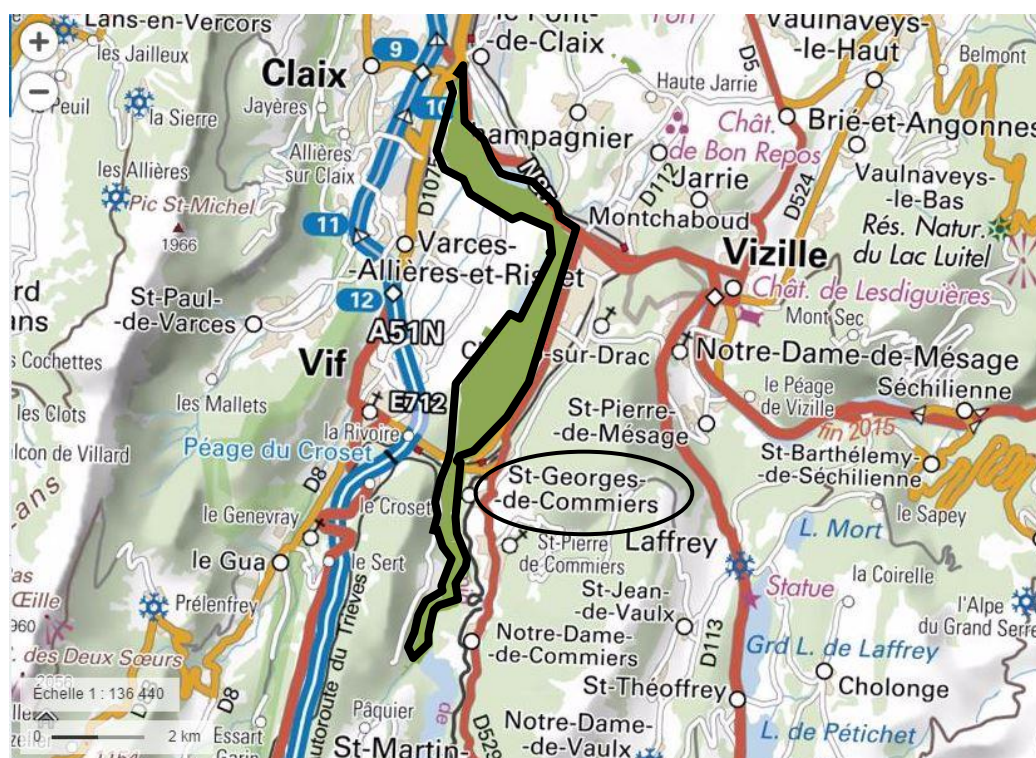
2.1-1. Réserve Naturelle Régionale des Isles du Drac

La réserve naturelle régionale des Isles du Drac a été créée le 8 juillet 2009 par la Région Rhône Alpes sous l'impulsion des acteurs locaux, elle s'étend sur 800 ha depuis le barrage de Notre-Dame-de-Commiers jusqu'au pont Lesdiguières à Pont de Claix. Comprenant tout le lit du Drac sur 15 km de long, la variété géomorphologique, l'influence des versants montagnards aux affinités méditerranéennes, offrent à ce site périurbain, très marqué par les activités humaines (exploitation de la ressource en eau potable, exploitation hydroélectrique, anciennes extractions de graviers, endiguement...), une très grande diversité de milieux.

Organisés autour de la rivière, les milieux de la réserve naturelle sont plus ou moins liés à cette dernière : bancs de gravier, grèves basses, terrasses occupées par des prés-bois et des boisements, milieux humides et forêts alluviales. On dénombre à ce jour 35 habitats différents organisés en une mosaïque complexe accueillant plus de 450 espèces faunistiques et près de 600 espèces végétales. Parmi ces habitats, 19 sont d'intérêt communautaire dont 3 sont prioritaires (La cladiaie, la saulaie alluviale arborescente et l'aulnaie-frênaie, l'aulnaie-peupleraie et la frênaie-peupleraie).

On notera la présence de 6 espèces végétales protégées au niveau national ou régional : le cirse de Montpellier, l'inule de Suisse, l'ophioglosse commune, la ludwigie des marais, le jonc brun-noir et la massette naine (présence à confirmer).

La juxtaposition de milieux très différents sur une surface restreinte et sous influence climatique croisée permet également le développement d'une grande diversité d'espèces animales. On notera parmi les plus emblématiques : l'engoulevent d'Europe, emblème de la réserve naturelle, le blongios nain, le castor d'Europe, la coronelle girondine, l'agrion de Mercure, le sphinx de l'argousier et l'azuré du serpolet, le crapaud calamite et l'alyte accoucheur, l'écrevisse à pattes blanches (donnée à confirmer)...



Périmètre de la RNR des Isles du DRAC – géoportail

2.1-2. Inventaires environnementaux

Des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) ont été identifiées sur le territoire de Saint Georges de Commiers.

L'une est une ZNIEFF de type I (secteur en général de superficie assez limitée, où sont présents des animaux ou des milieux rares remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel régional) et l'autre une ZNIEFF de type II (grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, prenant en compte les fonctionnalités des milieux à plus grande échelle).

La ZNIEFF de type I est la ZNIEFF de la « Basse vallée du Drac » (ZNIEFF n° 820031961).

La basse vallée du Drac est insérée entre le massif cristallin de Belledonne et la bordure orientale du Vercors. Le secteur est tout à fait exceptionnel, tant par la présence d'espèces remarquables que par l'étendue des espaces préservés. De l'aval du barrage de Notre-Dame-de-Commiers jusqu'à la confluence avec l'Isère, la vallée s'élargit en une plaine alluviale qui abrite une nappe phréatique continue de très bonne qualité, captée pour les besoins de l'agglomération grenobloise. Ce site est remarquable par son caractère naturel de plaine alluviale laissant divaguer le torrent. Le fonctionnement du cours d'eau est cependant très modifié par les aménagements EDF : écrêtage des crues naturelles par les barrages en amont et assèchement total du cours d'eau sur trois à quatre kilomètres à l'aval de la centrale électrique de Saint-Georges-de-Commiers. Les habitats forestiers riverains de torrents alpins, les stations abyssales (à altitude exceptionnellement basse pour ces espèces) de plantes montagnardes, la faune vertébrée et des populations remarquables de libellules (une fort belle population d'Agrion de Mercure y est connue depuis près de quinze ans) confèrent à ce segment du Drac un attrait écologique important. C'est également un site d'escale migratoire très important pour les oiseaux. On remarque par ailleurs la présence du Castor d'Europe. Bien qu'il reste invisible, quelques indices indiquent sa présence notamment quelques arbres et arbustes rongés.

La ZNIEFF de type II est appelée « Zone fonctionnelle de la vallée du Drac à l'aval de Notre Dame de Commiers » (ZNIEFF n° 820031962).

Il s'agit de l'ensemble fonctionnel formé par la basse vallée du Drac, ses zones alluviales, ainsi que les versants environnants. Il s'insère entre le massif cristallin de Belledonne et la bordure orientale du Vercors. De l'aval du barrage de Notre-Dame-de-Commiers jusqu'à la confluence avec l'Isère, la vallée du Drac s'élargit en une plaine alluviale, qui recèle d'ailleurs une nappe phréatique continue de très bonne qualité, captée pour les besoins de l'agglomération grenobloise. Le torrent conserve ici un « espace de liberté » conséquent, remarquable sur le plan des écosystèmes. Le fonctionnement du cours d'eau est cependant très modifié du fait des aménagements.

Le secteur reste néanmoins d'un grand intérêt en terme de patrimoine naturel, tant par l'extension des milieux intéressants (éboulis calcaires alpins, habitats forestiers riverains des torrents alpins) que par la présence d'espèces remarquables : stations abyssales (à altitude exceptionnellement basse pour ces espèces) de plantes montagnardes, flore à affinités méditerranéennes (Leuzée conifère, Pistachier térébinthe), faune vertébrée (Castor d'Europe, Ombre commun), libellules (avec une belle population d'Agrion de Mercure). C'est également un site d'escale migratoire important pour les oiseaux.

Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les échantillons les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits par une forte proportion de zones de type I (vallée, boisements secs).

Il englobe en outre les zones abiotiques naturelles, telles que les éboulis instables correspondant à des milieux faiblement perturbés. L'ensemble exerce tout à la fois des fonctions de régulation hydraulique en ce qui concerne les zones humides (champs naturels d'expansion des crues) et de protection de la ressource en eau.

Le zonage de type II traduit également la cohérence de cet ensemble écologique, et illustre également les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales (dont celles précédemment citées) en tant que zone de stationnement, d'alimentation ou de reproduction. Il souligne également l'importance des connections biologiques existant avec la vallée de l'Isère. Cet ensemble présente par ailleurs un intérêt paysager.

A noter que sur le territoire communal, les périmètres de ces deux ZNIEFF se superposent strictement et correspondent au lit du Drac.

Deux zones humides ont également été inventoriées sur le territoire de la commune de Saint Georges de Commiers :

- La Zone humide « Drac Amont » qui correspond au lit de la rivière DRAC et recoupe le périmètre de la ZNIEFF de type II et de la Réserve Naturelle Régionale des Isles du Drac,
- La zone humide « Sert Girod », liée à la présence de sources.



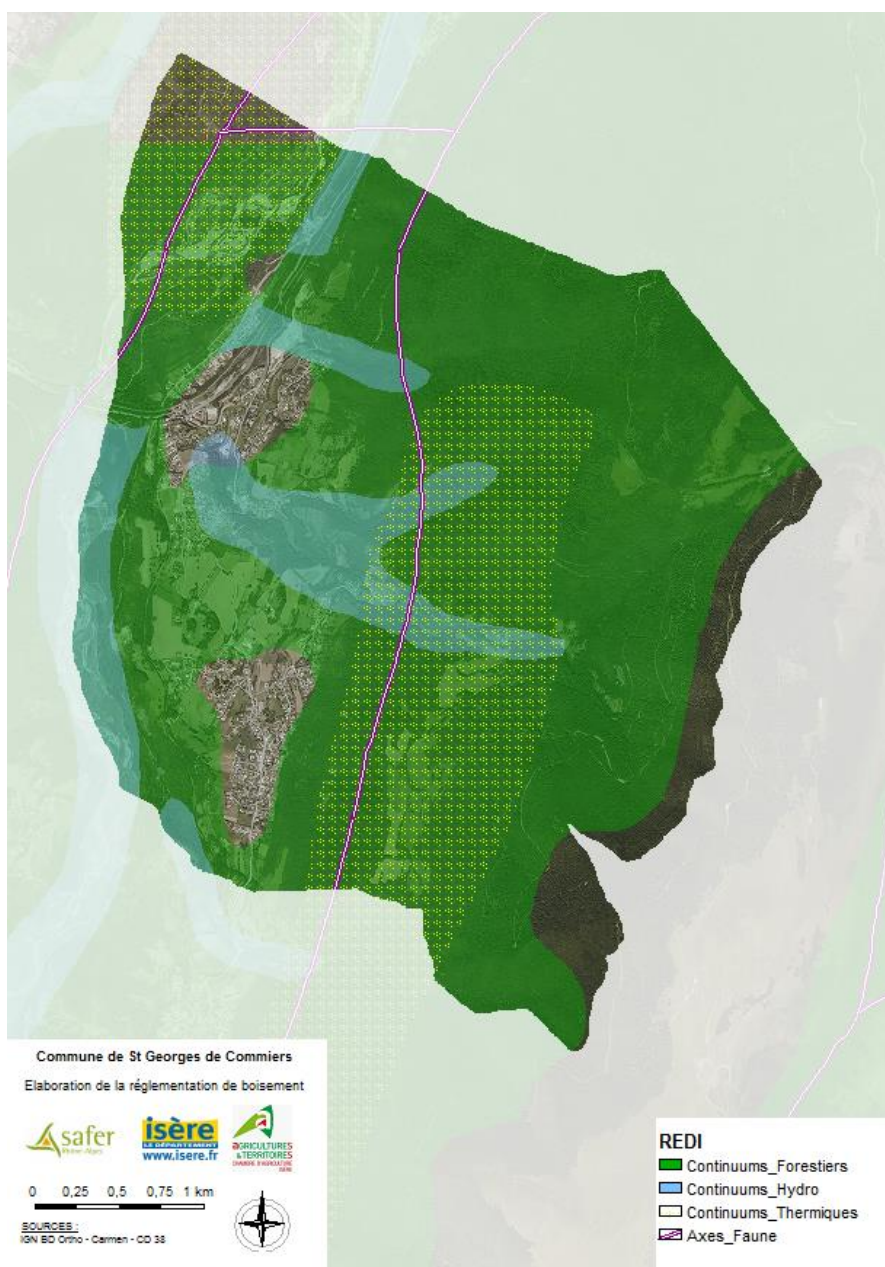
Inventaires environnementaux

2.1-3. Les corridors biologiques

La logique de corridors et de réseaux écologiques est également mise en avant dans le Sud Grenoblois (dont fait partie la commune de Saint Georges de Commiers), avec notamment le Réseau Ecologique du Département de l'Isère (REDI), la Trame verte et bleue, issue du Grenelle de l'Environnement ou le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) de Rhône-Alpes.

Les continuités ainsi mises en avant doivent donc être préservées, notamment dans le cadre de la réglementation des boisements. Il s'agit notamment :

- de préserver les continuums boisés qui servent de couloir de déplacements pour la faune,
- de préserver le continuum hydraulique de la vallée du Drac,
- de préserver, voire restaurer les coupures dans le tissu urbain, entre la partie supérieure de la commune (zone montagnarde et forestière) et la vallée du Drac.



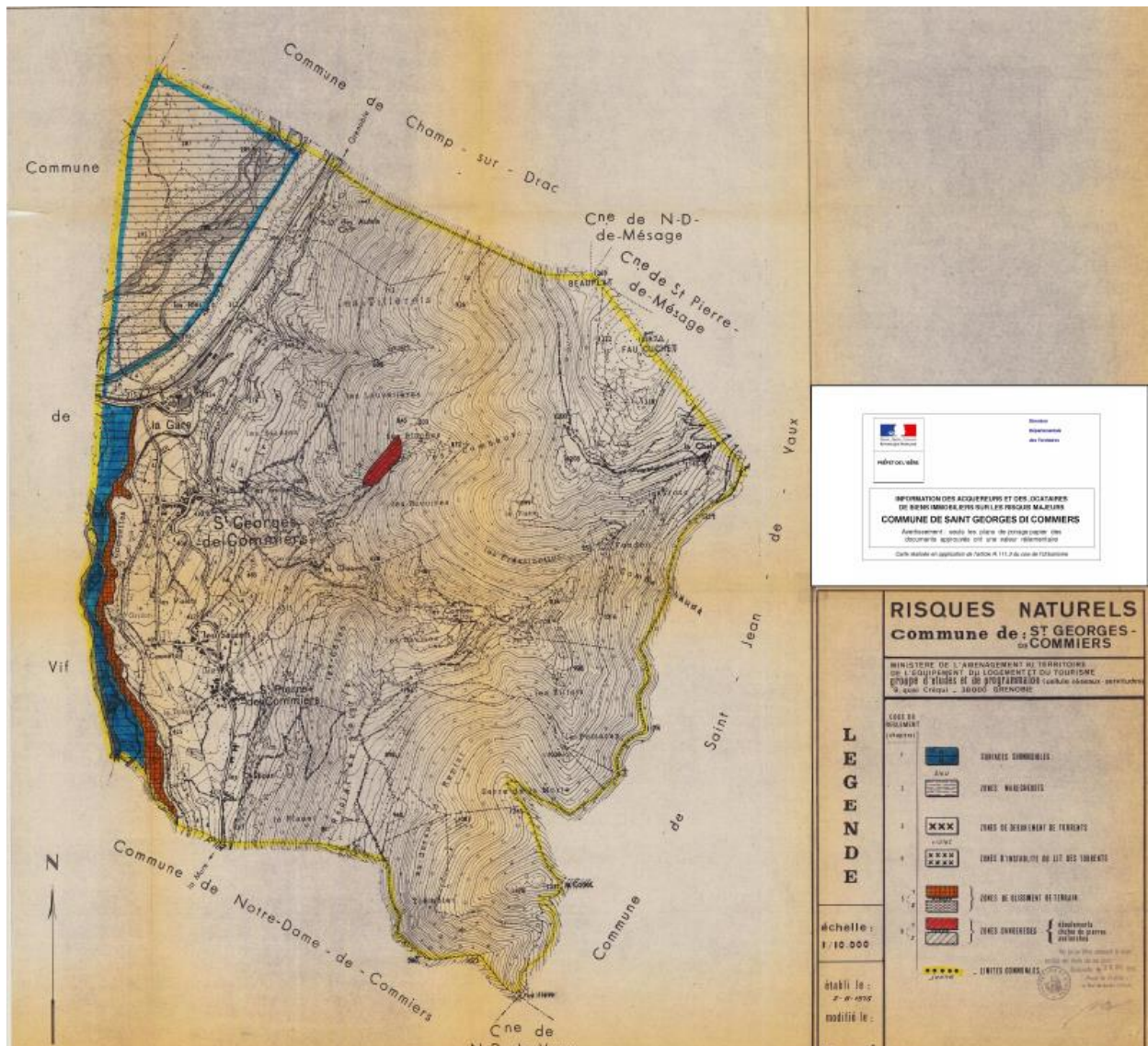
Réseaux écologiques du Département de l'Isère

2.2- Les risques naturels

Les risques naturels affectant la commune de Saint Georges de Commiers ont été recensés et spatialisés sur une carte R 111-3, datée du 29 décembre 1975.

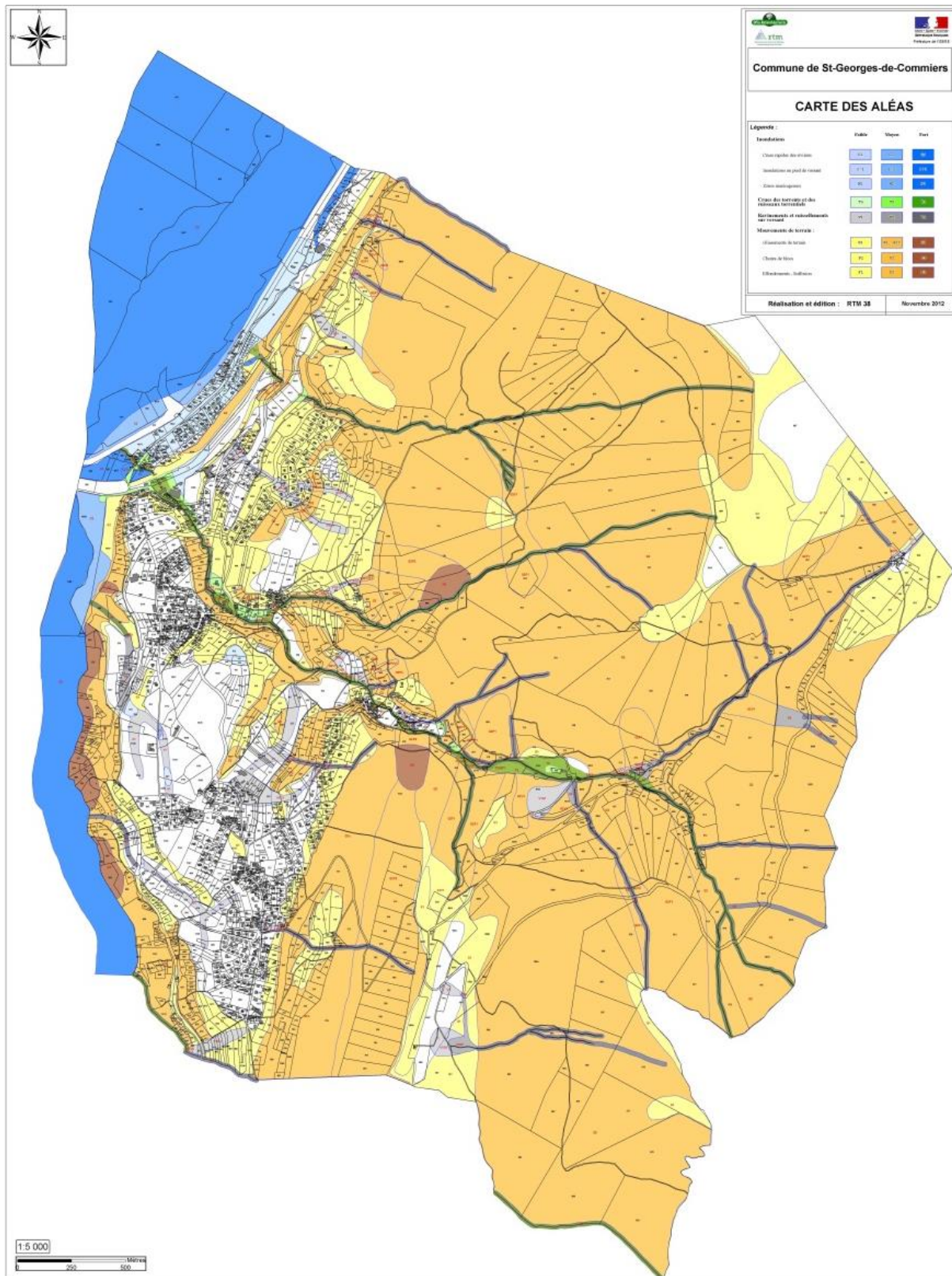
Les principaux enjeux identifiés sont :

- Des surfaces submersibles dans la vallée du Drac,
- Des zones de glissements de terrain au niveau de la berge de la rive droite du Drac,
- Un secteur présentant un risque d'éboulement / chute de pierres dans le secteur amont du ruisseau des Guiberts.



Cartes R 111-3 des risques naturels du 29/12/1975

Les aléas ont par ailleurs été depuis précisés par l'établissement d'une nouvelle carte réalisée par le service RTM de l'ONF en 2012. Cette carte n'a pas de valeur légale ni d'opposabilité mais dresse un panorama sans doute plus exhaustif des risques naturels sur le territoire de la commune de Saint Georges de Commiers.



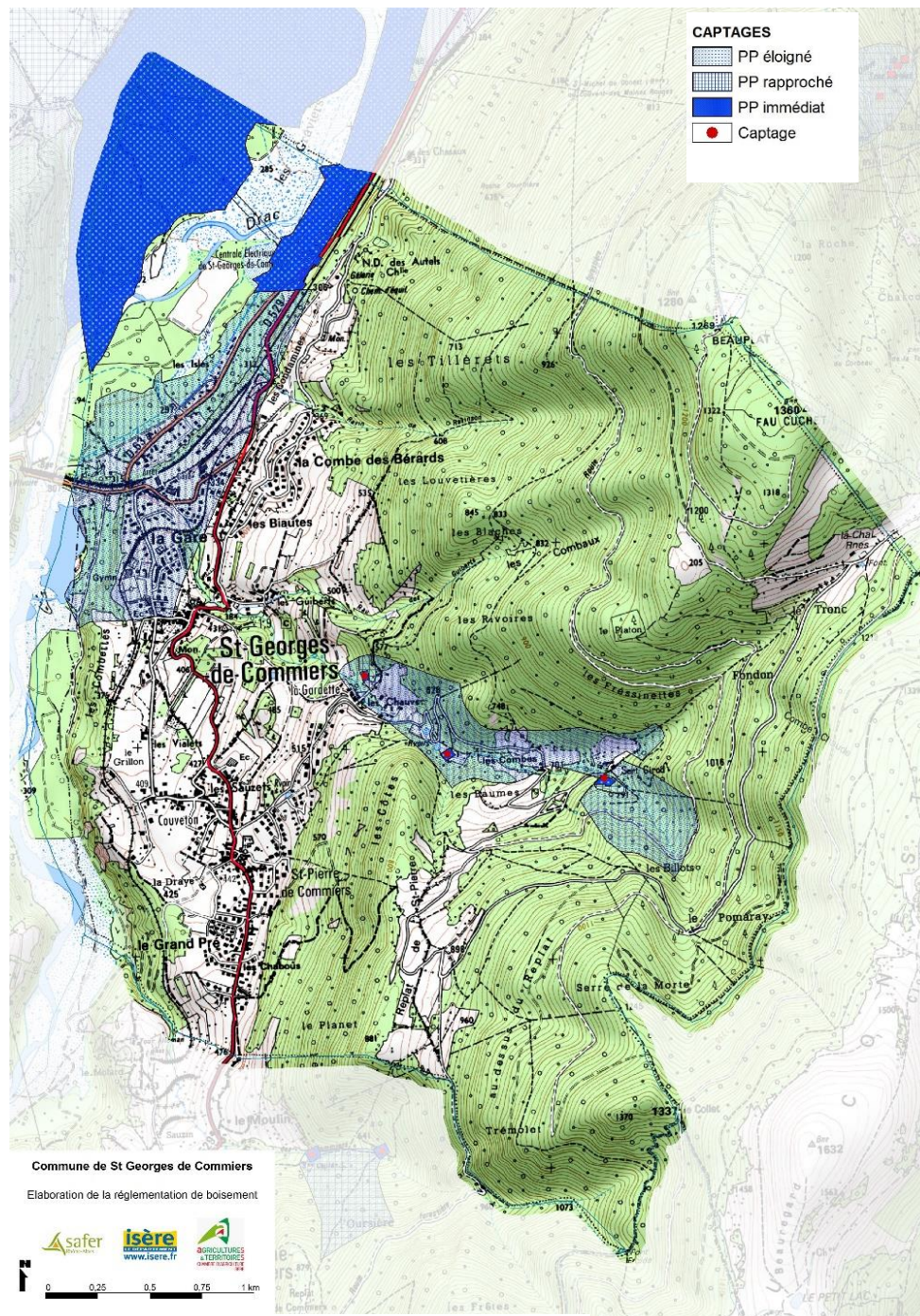
Cartes des aléas RTM38 – novembre 2012

2.3- Les captages d'eau potable

Trois captages d'eau potable sont implantés sur la commune de Saint Georges de Commiers, au niveau de Sert-Girod, des combes et des Chauvet, dans le lit du ruisseau, les périmètres de protection couvrant les abords immédiats du bassin versant de ce ruisseau.

D'autres périmètres de protection de captage, immédiat et rapproché, sont implantés dans le lit du Drac, au bénéfice de captages situés en aval : Rochefort, Fontagneux, Mollots.

La nécessaire préservation de la qualité de la ressource en eau implique une occupation et une valorisation raisonnée des sols autour de ces prélèvements d'eau.



Captages AEP et périmètres de protection - ARS

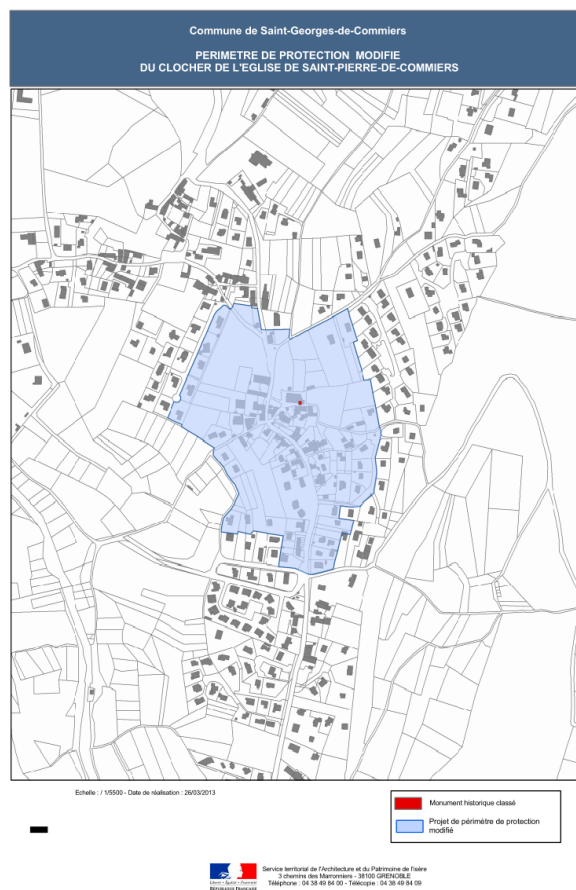
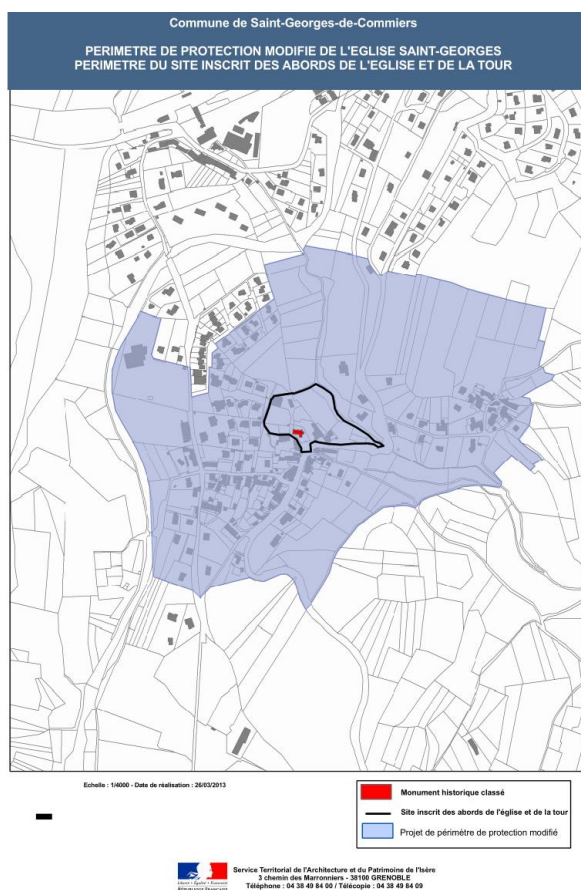
2.4- L'environnement patrimonial et paysager

La commune de Saint Georges de Commiers dispose de deux moments classés : le clocher de l'Eglise de St Pierre de Commiers et L'Eglise de Saint Georges de Commiers, ainsi que d'un site inscrit visant à préserver les abords de l'Eglise et de la Tour de Saint Georges de Commiers. Des périmètres de protection ont été institués autour de ces moments historiques qui visent à concourir à leur mise en valeur.

Plus généralement, l'analyse paysagère de la commune de Saint Georges de Commiers met en évidence trois entités paysagères principales :

- La zone haute (espace montagnard et forestier)
- La vallée du Drac
- La zone médiane (agricole et urbaine)

Cette dernière offre ainsi des points de vue remarquables sur la vallée du Drac et les montagnes alentours, mais constitue également un paysage remarquable, observable depuis les contreforts des montagnes de la rive gauche du Drac.



Périmètres de protection des monuments historiques.

Autres thématiques

A titre d'information, les enjeux liés à la réglementation des boisements vis-à-vis des thématiques agricole, forestière ou urbanistique sont développés dans le rapport de la réglementation des boisements.

3. SOLUTIONS DE SUBSTITUTION

La réglementation des boisements est la seule procédure d'aménagement qui permette, dans une certaine mesure, d'organiser l'occupation de l'espace sur un territoire communal entre les milieux ouverts et les espaces boisés.

4. EXPOSE DES MOTIFS

4.1- Orientations générales

Conformément à la délibération de cadrage prise par le Conseil départemental, les massifs boisés de plus de 4 ha (0,5 ha en forêt alluviale) et constitués depuis plus de 32 ans, sont classés dans **le périmètre libre au boisement**. Cette zone concerne l'essentiel du massif montagneux à l'est de la commune ainsi que la vallée du Drac et des corridors boisés entre ces deux entités.

L'ensemble des parcelles boisées, ou parties de parcelles, classées en Espace Boisé Classé (EBC) au document d'urbanisme ont également été intégrées au périmètre libre de boisement.

La volonté de protéger les espaces agricoles du plateau, entre la vallée du Drac et la montagne, a été réaffirmée, et a conduit au classement de ces terrains dans **le périmètre interdit**. De même, les espaces urbanisés ou à urbaniser au document d'urbanisme ont-ils été classés dans ce périmètre interdit dans l'optique de préserver les habitations de plantations forestières dans les éventuelle dans creuses du tissu urbain.

Les espaces agricoles du versant de la montagne, essentiellement des prairies pour certaines menacées d'enfrichement si l'entretien venait à faire défaut, ont aussi été classés en périmètre interdit de boisement.

Le **périmètre réglementé** concerne les abords des châteaux et bâtis remarquables de la commune avec le double objectif de les préserver d'une trop grande proximité de boisements forestiers, tout en rendant possible des aménagements paysagers par le biais de plantations qui contribueraient à leur mise en valeur.

L'instauration de ce périmètre réglementé présente en outre l'intérêt de doter la réglementation des boisements de la commune de distances de recul qui s'appliqueront à toute la zone interdite si la réglementation n'est pas actualisée dans les 15 ans qui suivront son entrée en vigueur (durée de validité du périmètre interdit fixée dans la délibération de cadrage).

4.2- Cas particuliers vis-à-vis des enjeux identifiés

Les secteurs à risques (inondation, crues, éboulement / glissement de terrain) qui bénéficient d'un couvert boisé sont classés en périmètre libre au boisement.

Les périmètres de protection du captage d'eau potable sont classés dans le périmètre libre : ils peuvent ainsi bénéficier de la protection d'un couvert boisé (limitation de la pollution).

Nota : ce classement n'interdit bien-sûr pas le maintien en état déboisé du périmètre immédiat.

5. EXPOSE DES EFFETS PROBABLES

Concernant les massifs boisés constitués, principalement sur le massif montagneux à l'est de la commune ainsi que la vallée du Drac et les corridors boisés entre ces deux entités, l'impact de la réglementation de boisement est nul puisque ces espaces ne peuvent être inclus dans les périmètres réglementés ou interdits.

Par ailleurs, la réglementation proposée permet de maintenir ouverts les espaces présentant un intérêt écologique certain comme les prairies agricoles au sein des massifs forestiers.

6. MESURES PRISES POUR EVITER, LIMITER, VOIRE COMPENSER LES EFFETS NEGATIFS SUR L'ENVIRONNEMENT

L'impossibilité de boiser dans le périmètre interdit peut être une contrainte pour la (re)constitution de corridors boisés, notamment entre le secteur de montagne et la vallée du Drac.

Toutefois, dans ce secteur les principaux corridors boisés existants ont été classés en périmètre libre. De même, les Espaces Boisés Classés définis au PLU de la commune et proposés en périmètre libre de cette réglementation des boisements dessinent eux-aussi un réseau boisé, notamment le long des cours d'eau. Par ailleurs, les entités boisées pourront être connectées entre elles par un réseau de haies et alignements boisés qui ne sont pas soumis à la réglementation.

Enfin, le travail effectué dans le cadre de l'élaboration de cette réglementation des boisements et la concertation qu'elle a nécessité entre les acteurs du territoire a également permis de faire toucher du doigt les enjeux liés à la préservation de coupures d'urbanisation sur le plateau pour permettre notamment la circulation des espèces.

7. INDICATEURS DE SUIVI

L'application de la réglementation de boisement sera suivie au regard :

- du nombre de demandes d'autorisation de boisement déposées par les propriétaires et de la conformité avec le règlement édicté,
- du nombre d'infractions à la réglementation constatées par les services du Conseil départemental (constat, procès-verbal, mise en demeure, travaux d'office),
- de l'évolution des surfaces boisées sur le territoire par analyse des matrices cadastrales et/ou de l'évolution des surfaces agricoles (cadastre, déclarations PAC...),
- des dynamiques d'enfrichement et de boisement spontané dans les périmètres réglementés ou interdits (nombres de mises en demeure et de Déclaration d'Intérêt Général pour travaux exécutés d'office).

8 CHOIX DE LA METHODE UTILISEE

Le présent rapport d'évaluation environnemental a été élaboré concomitamment la réglementation de boisement elle-même.

La procédure d'élaboration ou de révision d'une réglementation de boisement prévoit par nature la prise en compte des enjeux environnementaux du territoire. C'est à ce titre que l'inventaire des enjeux (zonages environnementaux, risques, sanitaire, paysage...) a été effectué, par recherche bibliographique et rencontre avec les acteurs du territoire.

Fort de cet inventaire exhaustif, l'évaluation environnementale s'est attachée à préciser les effets positifs et négatifs potentiels de la réglementation projetée sur l'environnement.

9 RESUME NON TECHNIQUE

La réglementation des boisements est une procédure d'aménagement foncier, décrite aux articles L.126-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime, qui vise, à travers la définition de périmètres et d'un règlement adhoc, à « [...] *favoriser une meilleure répartition des terres entre les productions agricoles, la forêt, les espaces de nature ou de loisirs et les espaces habités en milieu rural* et [à] *assurer la préservation des milieux naturels et la préservation des paysages remarquables* [...] ».

La procédure de révision de la réglementation des boisements de la commune de Saint Georges de Commiers a été menée sous l'autorité d'une Commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF). Les séances de la CCAF ont été préparées par des travaux en sous-commissions (groupes de travail associant membres de la CCAF et personnes qualifiées).

La réglementation des boisements proposée sur la commune de Saint Georges de Commiers a pour ambition de concilier ces différents objectifs :

- Préserver les espaces agricoles du plateau dans un contexte de pression de l'artificialisation et dans l'objectif de maintenir un paysage ouvert offrant de beaux panoramas depuis et vers les villages et hameaux (périmètre interdit).
- Préserver les espaces de prairie dans la zone forestière et montagnarde de la commune (périmètre interdit).
- Préserver les boisements constitués : versant de la montagne et rivière Drac, ainsi que les espaces boisés classés (périmètre libre).
- préserver les bâtiments remarquables de la commune d'une trop grande proximité de boisements forestiers, tout en rendant possible des aménagements paysagers par le biais de plantations qui contribueraient à leur mise en valeur (périmètre réglementé).

Comme indiqué dans le Code rural et de la pêche maritime, les périmètres et le règlement proposés par la CCAF prennent en compte l'environnement (Cf. tableau ci-après) et s'inscrivent dans le cadre de la délibération de cadrage du Conseil départemental de l'Isère adoptée le 13 mars 2015.

Tableau récapitulatif des incidences du projet de réglementation de boisement sur l'environnement

Thématique	Incidence	Cadre réglementaire	Observations
Milieus naturels remarquables ; faune / flore « Nature ordinaire »	++	RNR, ZNIEFF type 1 et 2, inventaire Zones Humides	Préservation des massifs boisés constitués et des milieux ouverts remarquables par un zonage approprié Possibilité de constituer un maillage arboré y compris en périmètre interdit
NATURA 2000	Sans objet		
Corridors	+	Réseaux Ecologiques du Département de l'Isère (REDI) et travaux du CD 38	Prise en compte et préservation des corridors identifiés Tous les massifs boisés en périmètre libre Axes de circulation de la faune : l'essentiel en périmètre libre, possibilité de constituer un maillage arboré y compris en périmètre interdit
Agriculture	+++	PADD du PLU	Protection des espaces agricoles
Forêt	=	EBC Aménagement de la forêt communale	Peu d'incidence dans les massifs forestiers Reconstitution après coupe rase interdite pour environ 0,1 ha EBC : l'essentiel des EBC en périmètre libre ; possibilités de reconstituer les EBC en zone agricole (linéaires, lisières, boisements isolés).
Paysage et cadre de vie	++		Maintien des espaces ouverts (points de vue depuis notamment), Aménagement possible des abords des bâtis remarquables
Urbanisme / Population	++	PADD du PLU	Limitation des boisements aux abords des zones urbaines ou à urbaniser
Risques	++	Carte des aléas	Maintien de la forêt rivulaire Préservation de la forêt et reconnaissance de son rôle dans la limitation des risques
Eau	+		Primauté des arrêtés préfectoraux des captages sur la réglementation des boisements Maintien de la forêt rivulaire et reconnaissance de son rôle « d'épuration » des eaux de ruissellement
Air / Bruit / Climat	=		Éloignement des boisements forestiers des principales zones habitées (Allergies)

Légende : +++ répercussions très positives / ++ répercussions positives / + répercussions plutôt positives